

Groupe
« TO TATOUI'A »



ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

SECRETARIAT GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le 23 JUIN 2009

N° 7767 à 11.45

Papeete, le 23 juin 2009

QUESTION ORALE
(Séance du 25 juin 2009)

adressée à Monsieur George PUCHON, ministre de l'économie et des finances, en charge du budget, des comptes publics, de la réforme fiscale et des petites et moyennes entreprises, par Monsieur le représentant Robert TANSEAU.

Objet : Point de situation sur le collectif budgétaire.

Monsieur le ministre,

Il y a déjà quelques semaines, vous nous annonciez la venue prochaine d'un collectif budgétaire. Collectif d'ailleurs coutumier à l'issue de l'examen du compte administratif du pays que nous étudions ce jour.

Collectif utile qui plus est en cette période de crise, où il est important de mobiliser rapidement et efficacement les crédits disponibles pour tout mettre en œuvre pour soutenir notre économie et aider nos entreprises.

Pour autant, il semble aujourd'hui que ce projet de collectif budgétaire soit au point mort, tout au moins qu'il n'en soit qu'au stade de l'ébauche.

Souvenez-vous, Monsieur le ministre, lors du débat d'orientation budgétaire, et lors de l'examen du budget 2009, alors déjà ministre des finances, vous aviez plaidé, sur instruction du Président Gaston TONG SANG, pour une gestion dynamique et réactive des crédits. Vous aviez soutenu qu'il fallait utiliser les collectifs pour remobiliser rapidement les fonds publics perdus dans des chapitres budgétaires restés lettre morte.

Quelques mois plus tard, justifiant le changement de président, vous aviez argumenté que la crise nécessitait une forte réactivité, vous aviez garanti que la relance et les collectifs s'y rapportant viendraient rapidement et que les entreprises allaient en avoir pour leurs impôts.

Monsieur le ministre, arrivés en juin, nous ne voyons toujours rien venir. Et ce malgré les rappels incessants des entreprises qui, presque chaque semaine, plaident pour une relance véritable, sortie des seuls effets d'annonce et des déclarations de grandes intentions.

Nos acteurs économiques manquent de concret, manquent de visibilité. Même nous, élus, n'arrivons pas à avoir une bonne perspective sur l'action du gouvernement. L'avenir nous paraît flou et incertain et ce n'est pas ainsi que nous apporterons la confiance aux investisseurs.

Aussi, Monsieur le ministre, ma question est fort simple : où en-est le collectif budgétaire ? Comptez-vous rapidement nous présenter un document finalisé ? Dans la mesure où notre session se termine le 7 juillet, comptez-vous organiser une session extraordinaire dans les prochaines semaines ?

Par ailleurs, pouvez-vous, justement, nous apporter plus de visibilité sur votre action, sur celle du gouvernement. Ne pouvez-vous pas nous fournir des tableaux de bord, des indicateurs de suivi qui permettront à tout un chacun de se rassurer pour les mois à venir ?

Enfin, Monsieur le ministre, ne pensez-vous pas qu'il faudrait, à l'image de ce qui s'est fait en France avec la nomination de Patrick DEVEDJIAN en tant que ministre chargé de la mise en œuvre du plan de relance économique, de nommer, en Polynésie française, une personne compétente, et reconnue comme tel par les entreprises locales, et la charger du suivi quotidien du plan de relance ? Que cette personne soit membre de cabinet ou toute autre fonction mais qui, en tout état de cause, ne s'attellerait qu'à cette tâche, de la plus haute importance. Ceci pour garantir un suivi optimal du plan de relance.

Je vous remercie de votre attention.

Robert TANSEAU